

Le procès pour « séquestration » de 16 postiers dont Besancenot fixé à 2011

mardi 29 juin 2010, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 28 juin 2010).

NANTERRE, 28 juin 2010 (AFP) - Le tribunal correctionnel de Nanterre (Hauts-de-Seine) a fixé lundi à juin 2011 le procès de 16 postiers dont Olivier Besancenot, poursuivis pour « séquestration » après l'occupation de la direction départementale de La Poste, à Nanterre, le 10 mai.

En raison du grand nombre de prévenus et du nombre important de témoins que les parties comptent faire citer, la 17^e chambre du tribunal a fixé le procès sur deux jours, les 20 et 27 juin 2011.

Jugeant « *absurde* » cette procédure pénale menée à son encontre, le leader du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), Olivier Besancenot, a estimé que les grévistes n'avaient « *rien à faire* » devant le tribunal.

« *On ne devrait pas être ici. Il y a une mise en scène incroyable de la direction de La Poste pour faire passer nos CV pour ceux de Jacques Mesrine* » a dénoncé M. Besancenot.

"*Il ne s'agit pas d'une action intentée par la direction de La Poste mais par des salariés, pour la plupart des jeunes femmes, qui ont été retenus pendant plusieurs heures et ont été sincèrement traumatisés par ce qui leur*

est arrivé", a assuré pour sa part l'avocat des plaignants, M^e Bernar Dartevelle.

« *Certes, ces salariés travaillaient à la DRH et à des postes de responsabilité. Mais cela n'est pas un crime* », a ajouté M^e Dartevelle.

Des salariés grévistes du groupe postal, dont certains sont en grève depuis le 26 avril, avaient occupé pendant plusieurs heures le 10 mai les locaux de la direction départementale de l'entreprise à Nanterre pour protester contre le projet « Facteurs d'avenir », qui prévoit une restructuration de la distribution du courrier dans le département.

À l'issue de cette occupation, 13 salariés de la direction de La Poste avaient décidé de poursuivre les grévistes devant le tribunal de Nanterre, par le biais d'une citation directe.

Pour soutenir les grévistes et dénoncer l'action pénale intentée contre les 16 prévenus, une centaine de manifestants, parmi lesquels Alain Krivine (NPA) et Arlette Laguiller (Lutte ouvrière), se sont rassemblés lundi midi devant les grilles du tribunal de Nanterre.

« *Cette prétendue séquestration est un coup monté de toutes pièces par la direction des Hauts-de-Seine* », a assuré Gaëlle Differ, responsable Sud-PTT dénonçant la « *répression* » menée par la direction de La Poste, qui « *bafoue le droit syndical* ».

« Le procès d'aujourd'hui a une valeur symbolique sur ce qu'est la politique du gouvernement », a ajouté M. Krivine, pour qui le procès de Nanterre procède d'une « *criminalisation des luttes* ».

Dix semaines après le début du mouvement, quatre bureaux de Poste des Hauts-de-Seine étaient

encore touchés par la grève lundi, à Asnières, Clamart, Châtillon et Bois-Colombes. Selon des source concordantes, un protocole de fin de grève devrait toutefois être signé mercredi.

vab/pz/phb
